

## RÉSUMÉ EXÉCUTIF

La création du système commercial multilatéral chapeauté par l'Organisation mondiale du commerce, il y a un peu plus de 75 ans, reposait sur l'idée qu'une plus grande interdépendance entre les économies jouerait un rôle essentiel pour atteindre la paix et la prospérité. Cette idée avait constitué le principal enseignement à retenir au terme de trois décennies désastreuses de démondialisation marquées par deux guerres mondiales, la Grande Dépression et l'extrémisme politique. Pendant 75 ans, elle a guidé les responsables politiques alors qu'ils jetaient les bases du monde intégré dans lequel nous vivons aujourd'hui.

Mais cette idée est actuellement remise en question. Les crises récentes, comme la pandémie de COVID-19 et la guerre en Ukraine, ont amené à penser que la mondialisation exposait les économies à des risques excessifs. En conséquence, le discours remettant en cause les bienfaits du commerce a fait de plus en plus d'adeptes, laissant entendre que le commerce international est un obstacle à l'avènement d'un monde plus sûr, plus inclusif et plus durable. Considérant l'interdépendance comme un vice plutôt que comme une vertu, les responsables politiques se concentrent désormais davantage sur la question de l'interdépendance économique.

Dans ce contexte, le *Rapport sur le commerce mondial 2023* examine d'une manière critique le rôle que le commerce international peut jouer pour relever certains des défis les plus urgents de notre époque : le maintien de la paix et de la sécurité, la réduction de la pauvreté et des inégalités et l'établissement d'une économie durable.

La principale conclusion du rapport est que le commerce international, ancré dans un système commercial multilatéral renforcé, joue un rôle indispensable dans l'instauration d'un monde plus sûr, plus inclusif et plus durable. Sur la base de ces conclusions, le rapport avance la thèse selon laquelle la « remondialisation », dans le sens d'une extension de l'intégration du commerce à un plus grand nombre de personnes, d'économies et de questions, vaut mieux que la fragmentation.

**Au chapitre B, il est montré que les flux commerciaux mondiaux ont bien résisté en dépit d'une situation difficile sur le plan des politiques commerciales à l'échelle mondiale.**

Pour donner un contexte au présent rapport, le chapitre B analyse de manière empirique la situation actuelle de la mondialisation et présente trois principales conclusions : premièrement, le discours en évolution remettant en cause le commerce international se manifeste de plus en plus sous la forme de tensions commerciales. Deuxièmement, ces tensions commencent à avoir une incidence négative sur les flux commerciaux, y compris d'une manière qui tend vers la fragmentation. Et troisièmement, malgré ces difficultés, le commerce international continue de

prosperer à bien des égards, ce qui veut dire que, dans l'ensemble, le discours sur la démondialisation est encore loin d'être confirmé par les données.

Ce chapitre s'ouvre sur une discussion sur la multiplication des tensions commerciales. Un scepticisme croissant à l'égard du commerce international se fait de plus en plus sentir dans l'élaboration des politiques commerciales au niveau mondial, ce qui a conduit les pays à revenir sur les efforts d'intégration régionale du commerce et à se tourner vers des politiques commerciales unilatérales. Cela a créé des tensions entre certains des principaux partenaires commerciaux car l'adoption de mesures commerciales unilatérales et de règlements techniques a fait augmenter le nombre de préoccupations commerciales soulevées par les Membres de l'OMC.

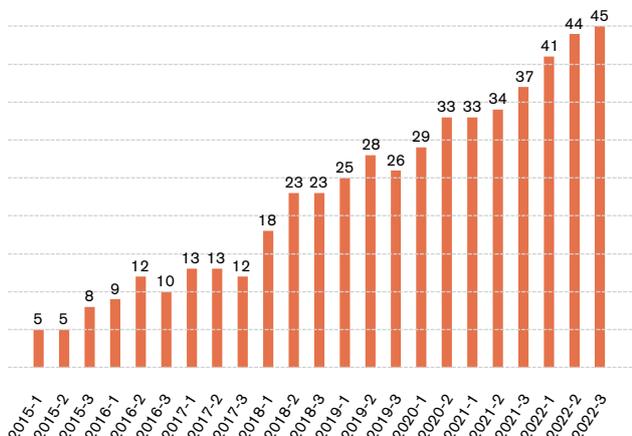
L'analyse des travaux des comités de l'OMC montre une forte augmentation des préoccupations commerciales au niveau technique, en particulier dans le cadre du Comité des obstacles techniques au commerce (OTC) et du Comité de l'accès aux marchés, le nombre de préoccupations soulevées dans le cadre de ce dernier ayant quadruplé entre 2015 et 2022. De plus en plus de préoccupations non résolues sont désormais portées à un niveau plus politique au Conseil du commerce des marchandises, le nombre de préoccupations commerciales soulevées auprès de ce dernier ayant été multiplié par neuf entre 2015 et 2022 (voir la figure 1 a)). Le recours croissant aux subventions par les pouvoirs publics est un autre sujet de préoccupation car il a entraîné une forte augmentation du nombre de mesures compensatoires prises par les Membres de l'OMC (voir la figure 1 b)).

Le chapitre B examine aussi les effets des tensions commerciales sur les flux commerciaux internationaux. Il montre que la stagnation du ratio commerce mondial/PIB depuis la crise financière mondiale de 2008-2009 ne semble pas être causée par des tensions commerciales car les coûts du commerce ont continué à baisser après cette période. Elle est plutôt le résultat de facteurs moins liés aux politiques, comme la décélération du dégroupage de la production, étant donné qu'un plus grand nombre de composants pouvaient être achetés au niveau national plutôt qu'à l'étranger.

Les effets des tensions commerciales de plus en plus vives commencent toutefois à se faire sentir de manière évidente dans les flux commerciaux actuels entre la Chine et les États-Unis. Tandis que le commerce bilatéral a atteint un niveau record en 2022, sa composition a changé au gré des mesures tarifaires, alors que les échanges se sont fortement ralentis pour certaines catégories de produits comme les semi-conducteurs.

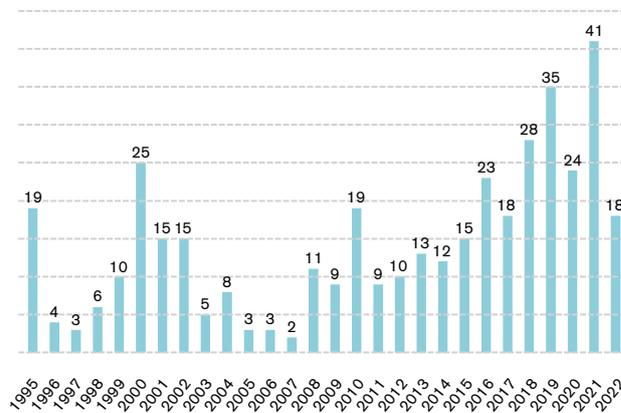
Plus généralement, le chapitre B donne à penser que le commerce se réoriente progressivement selon les

Figure 1(a) : Préoccupations commerciales soulevées au Conseil du commerce des marchandises par réunion, 2015-2022



Source : OMC.

Figure 1(b) : Nombre de nouvelles mesures compensatoires imposées, 1995-2022



Source : OMC.

lignes géopolitiques. Pour illustrer cette tendance, ce chapitre examine les « blocs » hypothétiques sur la base des indices de similarité de la politique étrangère. Le commerce entre ces blocs a connu un taux de croissance en moyenne 4 à 6% moins élevé que celui du commerce à l'intérieur des blocs depuis le début de la guerre en Ukraine en février 2022 (voir la figure 2).

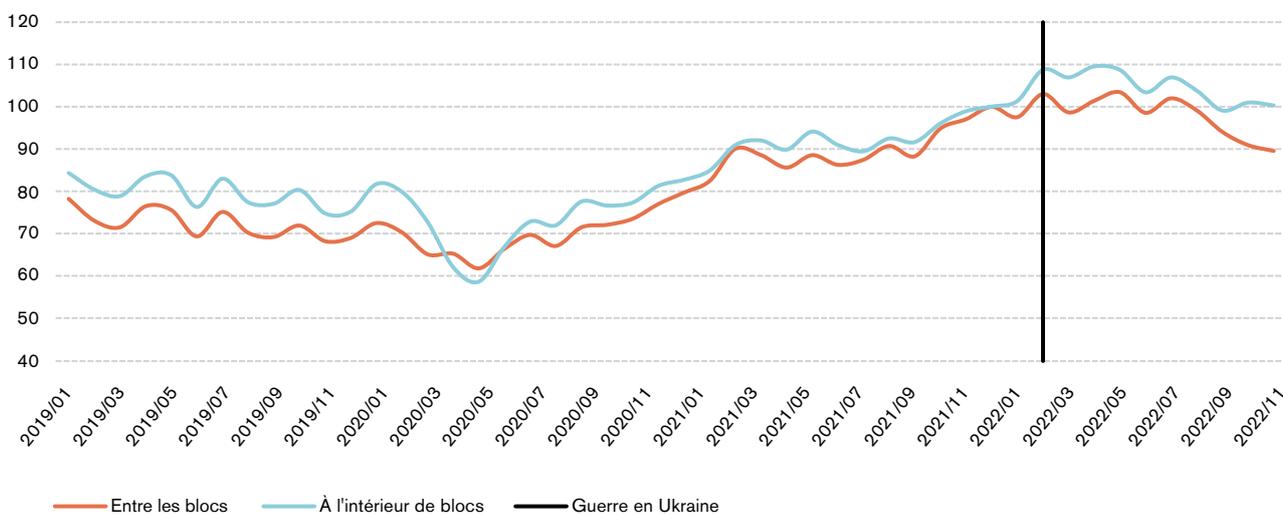
Il est constaté, dans le chapitre B, que, malgré cette évolution, les allégations de démondialisation sont encore

largement exagérées. En fait, il y a aussi des signes clairs de remondialisation et d'une plus grande coopération internationale.

Le commerce international a fait preuve d'une résilience remarquable, en se remettant rapidement de la pandémie de COVID-19 et en s'adaptant à la guerre en Ukraine. En effet, le commerce a joué un rôle essentiel pendant la pandémie pour intensifier la production de fournitures médicales et de vaccins et pour les acheminer là où on

Figure 2 : Commerce à l'intérieur des blocs géopolitiques hypothétiques et entre ces blocs, janvier 2019-décembre 2022

Indice de janvier 2022=100



Source : Calculs du Secrétariat de l'OMC d'après les données du Trade Data Monitor.  
Note : Série désaisonnalisée.

en avait eu besoin. De même, le système commercial ouvert et prévisible a contribué à atténuer les pénuries d'approvisionnement et les flambées de prix liées à la guerre en Ukraine parce que les pays ont pu se procurer des fournitures essentielles comme le blé auprès d'autres producteurs.

Le commerce est également devenu plus numérique, plus vert et plus inclusif. La révolution numérique a également favorisé le commerce de services fournis par voie numérique (voir la figure 3) en réduisant considérablement les coûts liés aux échanges de ce type de services. La valeur du commerce mondial des biens environnementaux a augmenté rapidement, à un rythme supérieur à celle du commerce total des marchandises. En outre, les chaînes de valeur mondiales (CVM) se sont étendues pour englober un plus grand nombre d'économies : par exemple, la participation du Viet Nam, du Cambodge et de la Roumanie aux CVM s'est accrue de manière particulièrement rapide.

Les politiques commerciales ont connu des progrès importants auxquels l'OMC a grandement contribué. Parmi les exemples notables figurent l'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges, qui est entré en vigueur en 2017, et l'Accord de l'OMC sur les subventions à la pêche, adopté en juin 2022, l'un comme l'autre au niveau multilatéral, ainsi que les négociations menées à l'OMC entre groupes de Membres sur la réglementation intérieure dans le domaine des services, la facilitation de l'investissement et le commerce électronique. Des accords régionaux importants ont aussi été conclus,

comme la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf).

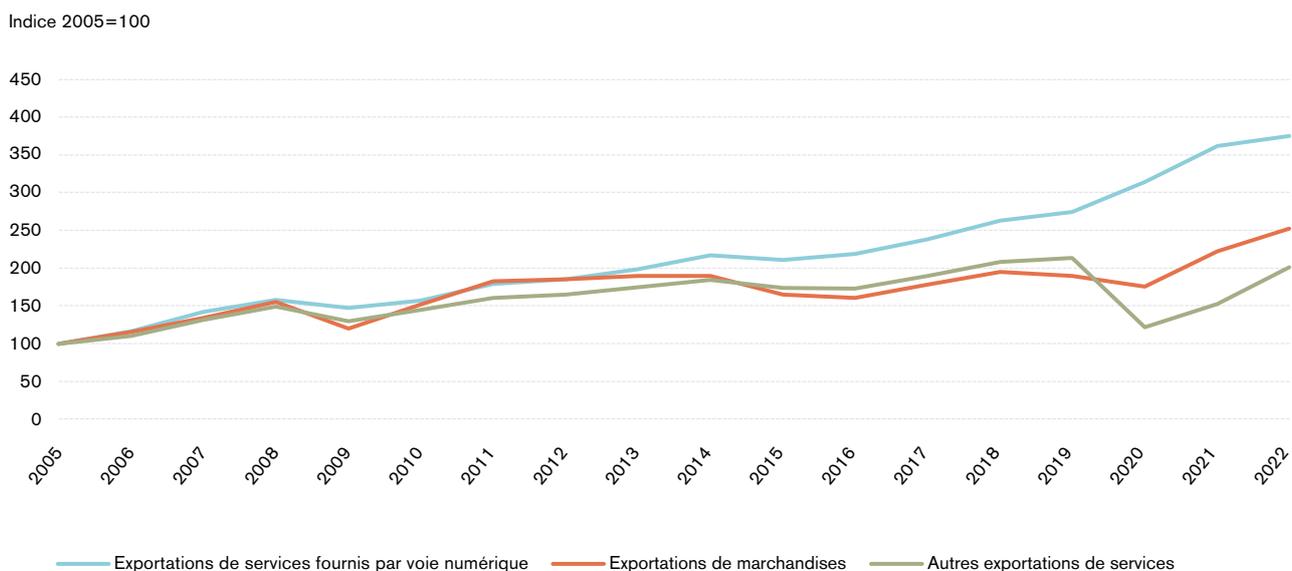
Mais il reste encore des efforts supplémentaires à faire. Les coûts du commerce dans les économies en développement demeurent près de 30% plus élevés que dans les économies à revenu élevé et ceux dans le domaine de l'agriculture sont 50% plus élevés que dans le secteur manufacturier. Les coûts du commerce des services restent aussi élevés, quoique avec de grandes variations d'un secteur à l'autre, car la technologie et la politique ont contribué à réduire sensiblement les coûts associés au commerce des services fournis par voie numérique.

**Le chapitre C donne à penser que la remondialisation peut contribuer plus efficacement que la fragmentation à l'instauration d'un monde plus sûr.**

Il examine le rôle du commerce international dans le maintien de la paix et de la sécurité. Il s'ouvre sur l'observation selon laquelle la notion de sécurité invoquée dans le contexte de la politique commerciale a évolué pour inclure des aspects économiques, tels que l'accès à des produits essentiels et la résilience face aux chocs. Sur la base de cette observation, le chapitre présente une vue d'ensemble de la sécurité et avance trois points principaux.

Premièrement, le commerce contribue à la sécurité économique en favorisant la diversification des risques. Il peut aussi réduire les conflits, en particulier dans le cadre d'un système multilatéral de règles convenues. Deuxièmement, la fragmentation des relations commerciales

**Figure 3 : Croissance des exportations de services fournis par voie numérique, 2005-2022**



Source : OMC (2023b).

Note : Les services fournis par voie numérique comprennent les exportations suivant le mode 1 de l'Accord général sur le commerce de services (AGCS) de services financiers, d'assurance ainsi que de services de télécommunications, informatiques et d'information, les frais pour usage de la propriété intellectuelle, et l'essentiel des autres services aux entreprises et des services personnels, culturels et récréatifs figurant dans la balance des paiements.

tend à diminuer la sécurité économique et à accroître les risques de conflit, ce qui signifie que la stratégie consistant à maintenir des relations avec un ensemble divers de partenaires commerciaux sera probablement plus sûre. Enfin, la remondialisation peut renforcer la contribution du commerce à la sécurité en réduisant les obstacles au commerce et en facilitant la diversification, tandis que le système commercial multilatéral contribue au règlement pacifique des différends et à l'atténuation des frictions.

Les considérations liées à la sécurité jouent un rôle de plus en plus important dans la politique commerciale. Par exemple, le nombre de préoccupations commerciales concernant des mesures faisant référence à la «sécurité nationale» a fortement augmenté ces dernières années (voir la figure 4).

Le chapitre C donne à penser qu'un commerce ouvert, soutenu par un système commercial multilatéral solide, est un facteur essentiel de sécurité économique car il permet aux entreprises et aux ménages d'avoir accès à d'autres solutions lorsqu'ils sont confrontés à des pénuries d'approvisionnement. Cette conclusion découle de l'examen de la réponse commerciale apportée à la pandémie de COVID-19 et à la guerre en Ukraine, ainsi que de l'analyse de la littérature plus générale sur le commerce international, la résilience des chaînes d'approvisionnement et la volatilité macroéconomique.

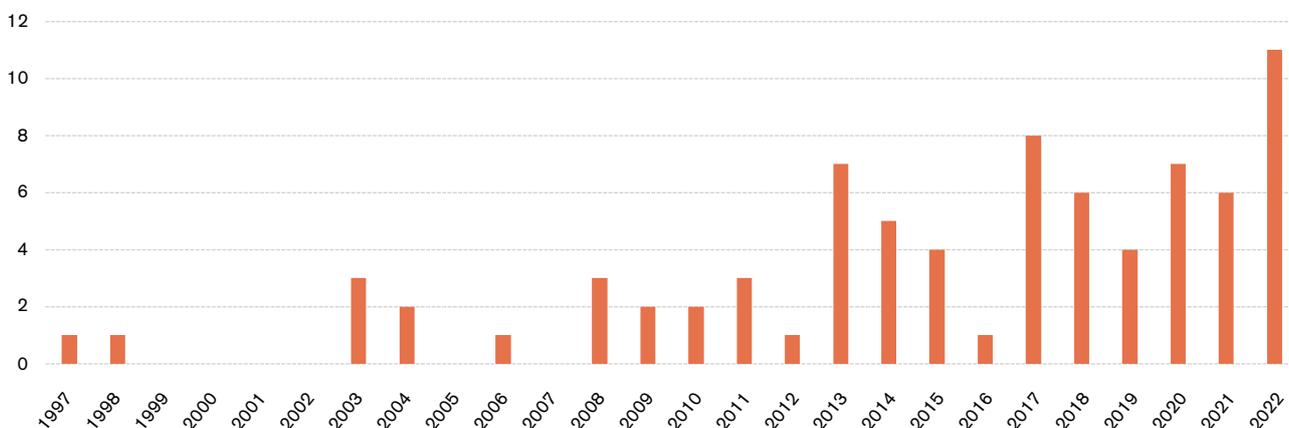
Bien que la relation entre le commerce et les conflits soit complexe, la littérature laisse entendre que le commerce, en particulier dans le cadre du système multilatéral fondé sur des règles, joue un rôle de réduction des conflits (voir la figure 5). Cela s'explique notamment par le fait que, dans les réseaux commerciaux multilatéraux, les tierces parties affectées par les tensions bilatérales ont un intérêt dans

la médiation de ces tensions. En outre, les organisations internationales contribuent à la consolidation de la paix en favorisant la stabilité des relations internationales. Même à un niveau purement bilatéral, le commerce peut réduire la probabilité qu'un conflit se produise du fait de l'augmentation des coûts d'opportunité qu'un tel conflit provoquerait. Il s'agit d'un point particulièrement important dans le monde d'aujourd'hui où les liens complexes créés entre les économies par les chaînes d'approvisionnement étroitement imbriquées permettent de maximiser les gains tirés du commerce, mais aussi les coûts liés à la rupture des relations commerciales.

Le chapitre C examine aussi les possibles conséquences de la fragmentation sur la sécurité mondiale. Tout en reconnaissant le caractère inévitable d'un certain niveau de découplage dû à la dynamique géopolitique, ce chapitre laisse entendre qu'une fragmentation excessive n'est pas souhaitable parce qu'elle nuirait à la sécurité. Cet argument concorde avec l'analyse antérieure, soulignant l'importance du commerce international dans le maintien de la paix et de la sécurité. En outre, les affiliations géopolitiques connaissent de profondes mutations au cours du temps. Celles qui existaient il y a environ 40 ans, qui transparaissaient dans les habitudes de vote à l'ONU, n'expliquent qu'environ 40% des affiliations de ces dernières années. Ainsi, des concepts tels que la relocalisation dans des pays amis peuvent impliquer des risques de mise en œuvre si le paysage géopolitique est instable, en particulier s'il y a une tendance à la polarisation politique.

Ce chapitre se conclut par une analyse des stratégies visant à renforcer encore la contribution du commerce à la sécurité. L'accent est mis principalement sur la remondialisation, qui encourage la diversification des partenaires commerciaux, renforce la résilience et

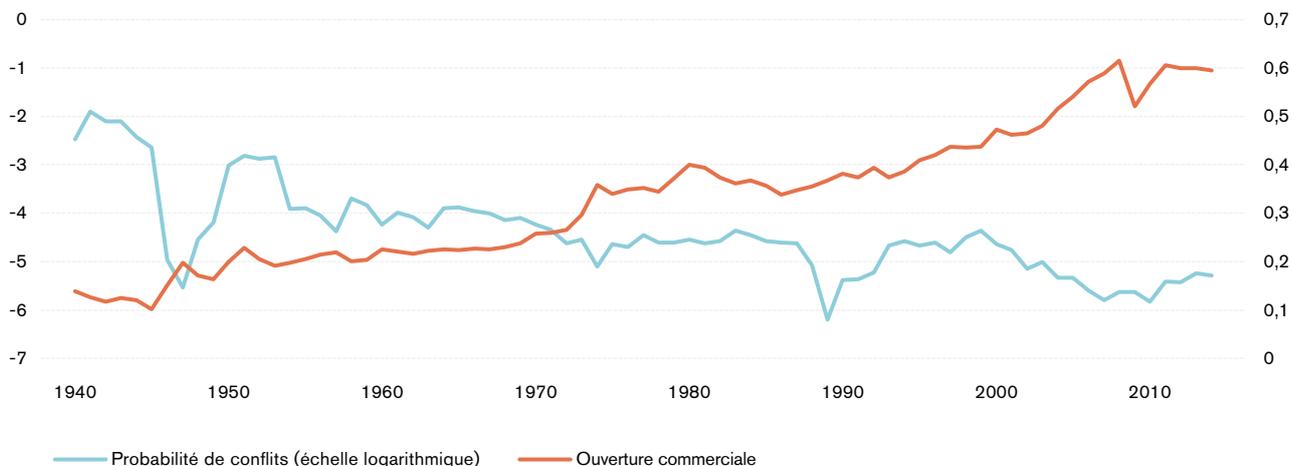
**Figure 4 : Les préoccupations commerciales liées à la sécurité nationale soulevées dans le cadre des comités de l'OMC sont en hausse**



Source : Base de données de l'OMC sur les PCS. <https://tradeconcerns.wto.org/fr>.

Notes : La figure 4 indique le nombre de préoccupations commerciales spécifiques (PCS) relatives à la sécurité nationale soulevées entre 1997 et 2022 dans le cadre des Comités de l'accès aux marchés, des licences d'importation, SPS et OTC. Les préoccupations commerciales soulevées au Conseil du commerce des marchandises (CCM) ne figurent pas dans la base de données sur les PCS.

Figure 5 : Il existe une forte corrélation négative entre l'ouverture commerciale et la probabilité de conflits



Source : Feenstra, Inklaar et Timmer, (2015) et Klasing et Milionis, (2014), au sujet de l'ouverture commerciale, Maoz *et al.*, (2019) et Correlates of War Project (2017) au sujet de la probabilité de conflits.

Notes : L'ouverture commerciale est définie comme la somme des importations et des exportations mondiales divisée par le PIB mondial. La probabilité de conflits est définie comme la survenance de différends militarisés inter-États entre deux parties hostiles, à l'exclusion des menaces de recours à la force et des niveaux d'hostilité plus faibles, divisée par le nombre de parties.

atténué le risque que les économies puissent utiliser leurs politiques commerciales pour nuire aux autres. L'un des principaux moyens d'y parvenir consiste à ouvrir davantage le commerce des services, pour lequel les coûts du commerce demeurent à l'heure actuelle anormalement élevés. L'ouverture commerciale permettrait, par exemple, aux économies de mieux répondre aux catastrophes naturelles ou aux crises sanitaires en tirant parti de l'expertise de professionnels étrangers lorsque ces compétences n'étaient pas disponibles au niveau local. Des progrès sont déjà accomplis dans ce domaine, un groupe de Membres de l'OMC ayant achevé avec succès les négociations sur la réglementation intérieure dans le domaine des services, qui visent à accroître la transparence, la prévisibilité et l'efficacité des procédures d'autorisation pour les fournisseurs de services étrangers.

En outre, l'intégration d'un plus grand nombre de pays dans les CVM permet aussi de renforcer encore la contribution du commerce à la sécurité. Pour cela, il faudrait supprimer divers obstacles au commerce, notamment en remédiant aux difficultés rencontrées par de nombreux pays en développement pour obtenir un financement du commerce. Néanmoins, la mesure la plus importante à prendre consiste à renforcer le système commercial multilatéral fondé sur des règles, car celui-ci fournit le cadre nécessaire pour disposer de chaînes d'approvisionnement résilientes et régler pacifiquement les différends.

**Le chapitre D analyse le rôle du commerce dans la réduction de la pauvreté et des inégalités et met en lumière les possibilités de croissance inclusive offertes par un système commercial multilatéral renforcé.**

Ce chapitre analyse en profondeur le rôle du commerce international dans la réduction de la pauvreté et des inégalités et insiste sur trois points essentiels.

Premièrement, le commerce s'est révélé être un puissant moteur d'inclusion, favorisant la convergence des revenus entre les économies et contribuant de manière significative à la réduction de la pauvreté. Alors que, en l'absence de politiques nationales adéquates, le commerce peut accroître les inégalités à l'intérieur des pays, il est aussi synonyme de grandes opportunités pour ceux qui sont touchés par les chocs du marché du travail. En outre, le commerce peut soutenir les travailleurs du secteur informel, les femmes et les micro, petites et moyennes entreprises.

Deuxièmement, la fragmentation présente un risque majeur pour les progrès accomplis en matière de réduction de la pauvreté et des inégalités. Bien que la réorientation des chaînes de valeur mondiales puisse bénéficier à certains, la plupart des économies en développement en sortiront perdantes, et il est probable que les ménages plus pauvres pâtissent davantage de la hausse des coûts du commerce du fait de leur plus grande dépendance à l'égard des biens et services échangeables.

Troisièmement, la mise en place d'un système commercial multilatéral renforcé pourrait permettre une plus grande inclusion car les économies plus pauvres pourraient bénéficier d'une plus grande participation aux CVM. Cela pourrait être facilité par la réduction des coûts du commerce au moyen d'accords tels que l'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges. Il existe également des possibilités de croissance tirée par les services,

en particulier les services fournis par voie numérique, qui peut aussi être soutenue par les Accords de l'OMC.

Le chapitre D souligne le rôle déterminant du commerce dans la promotion de la convergence économique mondiale et la réduction de la pauvreté. Les économies en développement ont largement bénéficié de la croissance induite par le commerce, ce qui a entraîné une convergence des revenus avec les pays plus riches, facilitée par l'intégration dans les chaînes de valeur mondiales et la baisse des coûts du commerce.

Le commerce a également contribué à accroître les inégalités dans certaines économies avancées en augmentant la demande de travailleurs qualifiés et en déplaçant l'activité économique vers les centres urbains. Toutefois, les données montrent que l'ouverture commerciale peut aller de pair avec l'inclusion économique, ce qui souligne l'importance des politiques nationales complémentaires. En outre, les derniers travaux de recherche mettent en doute des conclusions antérieures selon lesquelles la concurrence des importations a joué un rôle de premier plan dans le déclin récent de l'emploi manufacturier dans certaines économies avancées.

L'OMC a joué un rôle essentiel en supervisant une réduction des droits de douane et des mesures non tarifaires, qui facilite l'expansion du commerce et favorise la croissance économique. Le commerce a servi de catalyseur de la réduction de la pauvreté, comme en témoignent l'augmentation de la part des exportations et la baisse des taux de pauvreté dans les économies à faible revenu et à revenu intermédiaire (voir la figure 6). L'ouverture commerciale globale a effectivement soutenu la croissance économique et amélioré les revenus

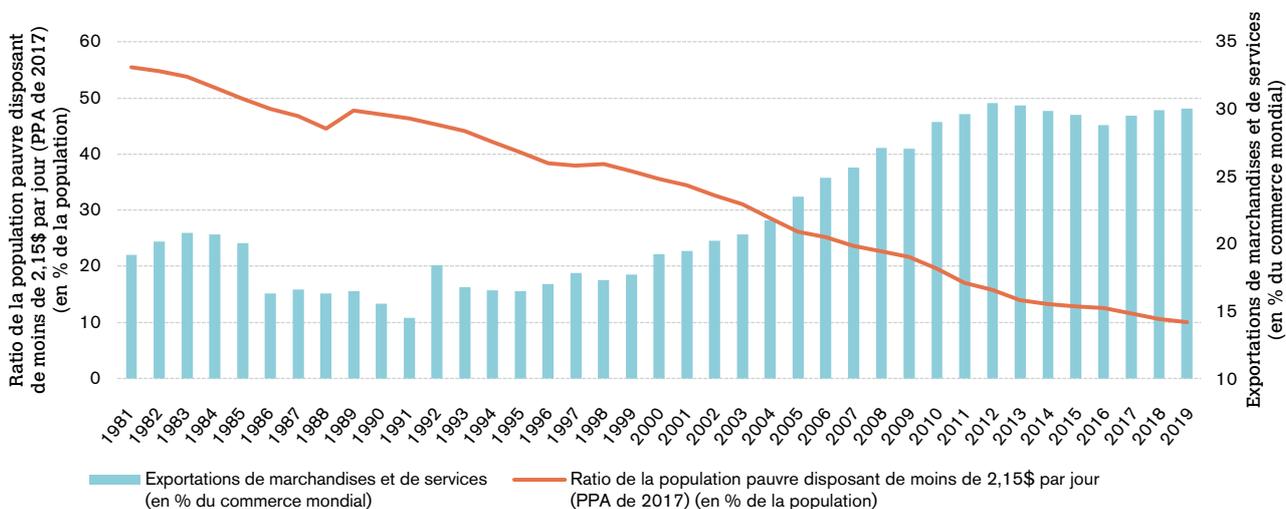
réels, également pour les ménages à faible revenu et les ménages de la classe moyenne. Cependant, pour certaines régions, comme l'Afrique subsaharienne, les progrès ont été plus lents car la croissance du commerce y a été limitée, contrairement à ce qui s'est produit en Asie de l'Est et en Europe orientale qui ont connu une croissance soutenue tirée par les exportations.

Le chapitre D examine aussi les effets potentiels de la fragmentation sur la pauvreté et les inégalités et constate que cette fragmentation constitue un risque important pour les progrès réalisés dans ces domaines. D'après certaines études, la fragmentation pourrait profiter à quelques pays, mais elle occasionnerait des pertes pour la majorité d'entre eux.

Des simulations montrent l'incidence négative considérable que le scénario le plus pessimiste, celui d'une rivalité géopolitique complète, aurait sur les économies en développement et les économies les moins avancées. Alors qu'au cours des dernières décennies, elles avaient connu une convergence des PIB, les économies en développement subiraient une divergence accrue par rapport au monde développé (voir la figure 7), avec des pertes de PIB plus élevées dans l'absolu, tandis que l'écart entre les PIB se creuserait de 3,5%. Cela tient au fait que les travailleurs vulnérables dans les secteurs tributaires des exportations seraient particulièrement affectés par les perturbations du marché du travail, tandis que les ménages à faible revenu, qui consacrent une grande partie de leurs revenus aux biens et services échangeables, auraient à assumer la charge de prix plus élevés résultant des obstacles au commerce.

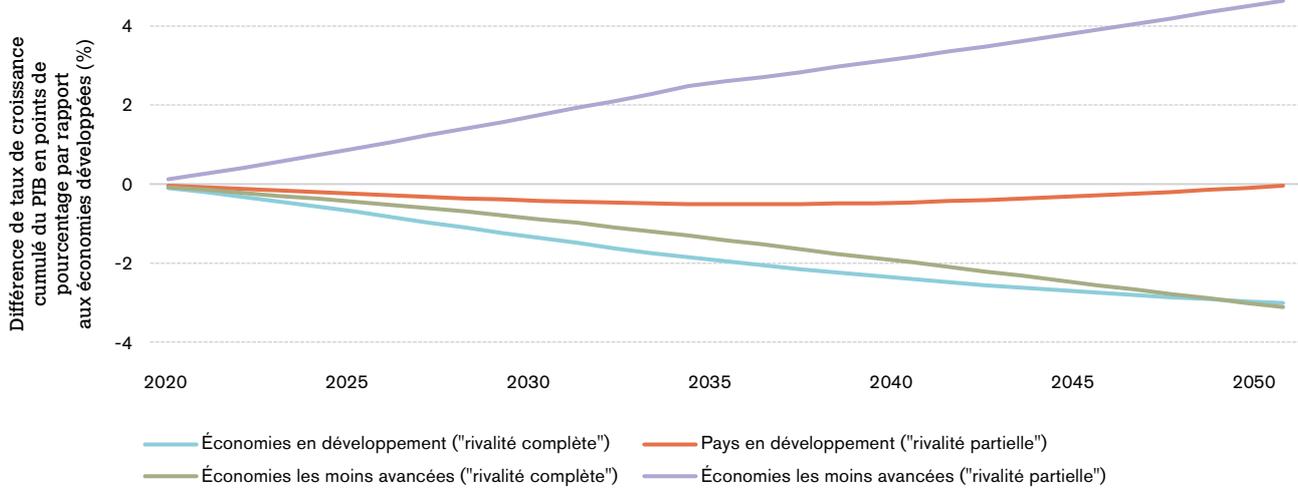
Dans ce scénario, les micro, petites et moyennes entreprises (MPME) rencontreraient des difficultés

**Figure 6 : Le commerce international a contribué à réduire l'extrême pauvreté de trois quarts depuis les années 1990**



Source : Calculs du Secrétariat fondés sur les Indicateurs du développement dans le monde de la Banque mondiale.

**Figure 7 : La fragmentation peut ralentir ou empêcher la convergence économique**



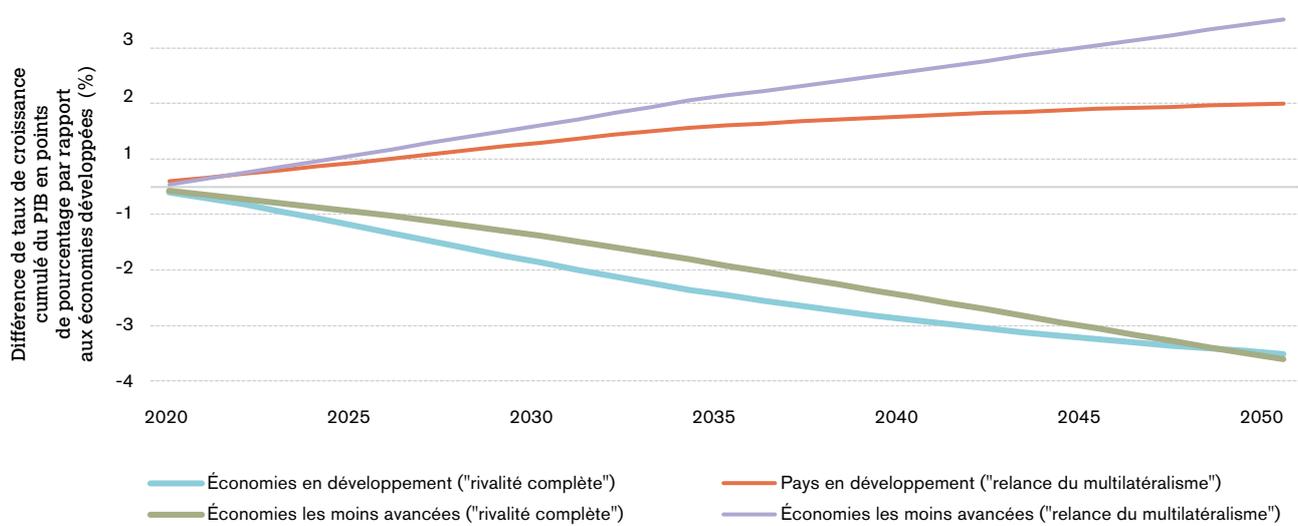
Source : Métivier *et al.* (2023).

Note : Cette figure montre la différence de taux de croissance du PIB en points de pourcentage entre les économies développées et les économies en développement et entre les économies développées et les PMA à la fois dans un scénario de « rivalité complète » et dans un scénario de « rivalité partielle ».

en raison de l'augmentation des coûts du commerce et de la réduction de la compétitivité sur les marchés mondiaux. Les femmes pourraient également se heurter à des obstacles supplémentaires en raison de coûts d'exportation plus élevés et d'un accès limité au commerce mondial, ce qui entraverait leurs progrès économiques. En outre, les gains tirés du commerce qui sont perdus du fait de la fragmentation peuvent limiter les ressources financières disponibles pour la mise en œuvre de mesures visant à remédier aux inégalités.

Le chapitre se conclut en montrant comment la relance de la coopération multilatérale pourrait contribuer à réduire la pauvreté et les inégalités (voir la figure 8), y compris par le biais des travaux des organisations internationales. L'OMC favorise une mondialisation inclusive en facilitant la participation des économies au système commercial mondial par la prise d'engagements contraignants et l'établissement de règles commerciales coordonnées. Elle aide aussi les Membres à remédier aux mesures non tarifaires, qui représentent actuellement environ 14 %

**Figure 8 : Une plus grande coopération commerciale internationale favorise la convergence économique**



Source : Métivier *et al.* (2023).

Note : Cette figure montre la différence de taux de croissance du PIB en points de pourcentage entre les économies développées et les économies en développement et entre les économies développées et les PMA à la fois dans un scénario de « rivalité complète » et dans un scénario de « relance du multilatéralisme ».

des coûts totaux du commerce et entravent la participation d'un plus grand nombre d'économies aux CVM.

Une plus grande ouverture du commerce de produits agricoles et de services ainsi que la poursuite des négociations sur le commerce électronique pourraient aussi permettre d'élargir la participation au commerce international, ce qui pourrait favoriser grandement la croissance, la réduction de la pauvreté et l'inclusion. L'OMC contribue aussi à fournir un soutien aux pays les moins avancés en vue de renforcer leurs capacités en matière de commerce international au moyen de programmes tels que l'Initiative Aide pour le commerce.

**Le chapitre E analyse les interactions complexes entre commerce et durabilité environnementale, en mettant l'accent sur les avantages environnementaux d'une gouvernance plus coordonnée en matière de commerce et d'environnement.**

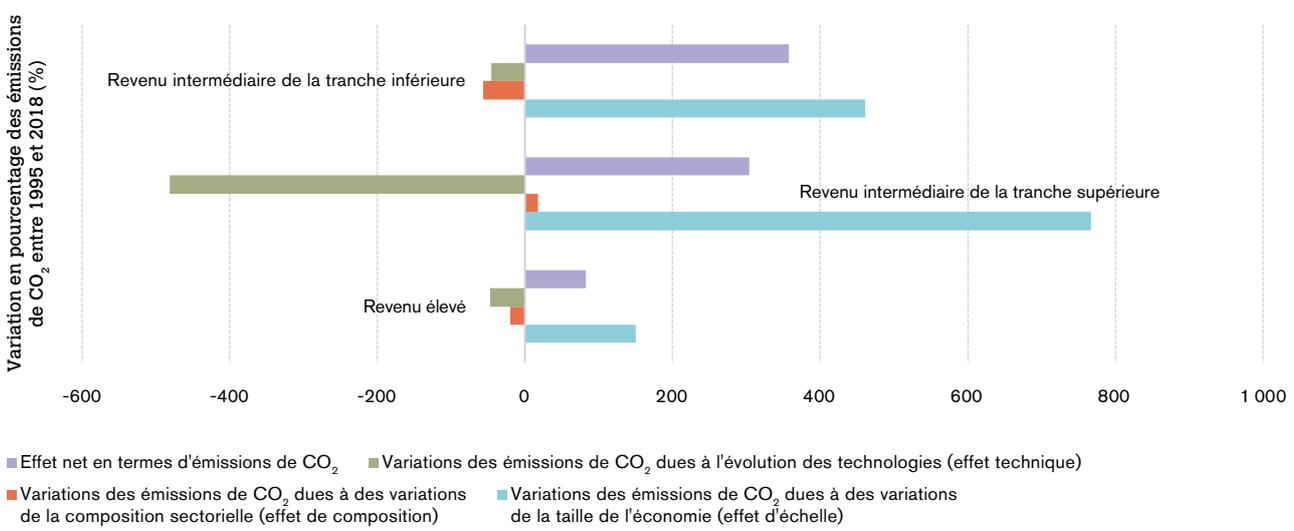
Le chapitre E analyse le rôle du commerce international dans l'établissement d'une économie durable. La première conclusion principale formulée dans ce chapitre est que les interactions entre commerce et durabilité environnementale sont complexes parce que le commerce génère de la croissance, une redistribution de la production entre les entreprises et les pays et une évolution des technologies de production. Ainsi, s'il génère des émissions lors de la production et du transport, le commerce peut également atténuer les incidences négatives sur l'environnement en accroissant la disponibilité des biens et services environnementaux.

Deuxièmement, une approche fragmentée de la durabilité environnementale est inefficace parce que les problèmes mondiaux nécessitent des solutions mondiales, englobant des politiques environnementales cohésives visant à renforcer l'action climatique et assurant le maintien d'une économie mondiale intégrée permettant de faciliter la diffusion des technologies. Troisièmement, la remondialisation peut apporter des gains environnementaux en encourageant intrinsèquement des méthodes commerciales plus vertes, comme par exemple au moyen de services fournis par voie numérique, et en mettant en place en coordination de la gouvernance commerciale et environnementale afin d'obtenir des avantages environnementaux conséquents.

Le chapitre E s'ouvre sur une analyse du lien entre le commerce international et les émissions de gaz à effet de serre (GES). Il montre que le commerce a une incidence sur les émissions au moyen de trois effets : un effet d'échelle, en créant de la croissance économique ; un effet de composition, en modifiant les schémas de spécialisation ; et un effet technique, en incitant les entreprises à adopter des technologies de production plus efficaces. D'après les données empiriques, l'effet d'échelle négatif est généralement compensé par un effet technique positif (voir la figure 9), tandis que l'effet de composition a une incidence limitée.

Depuis 1995, les économies avancées n'ont enregistré qu'une modeste augmentation des émissions totales de CO<sub>2</sub>, car l'effet technique compense l'essentiel des émissions supplémentaires résultant d'un accroissement de la production. Les économies émergentes ont connu

**Figure 9 : Les avancées technologiques ont eu une forte incidence sur la réduction des émissions de CO<sub>2</sub> entre 1995 et 2018**



**Source :** Calculs des auteurs fondés sur les bases de données sur le commerce en valeur ajoutée (TiVA) et sur le Contenu en émissions de CO<sub>2</sub> des échanges internationaux (TECO<sub>2</sub>) de l'OCDE.  
**Notes :** L'effet d'échelle représente l'évolution de la production totale entre 1995 et 2018. Les effets d'échelle et de composition sont calculés en supposant que les taux d'émissions (tonnes de CO<sub>2</sub> directement émises par dollar de valeur ajoutée) restent inchangés pour chaque secteur national\* entre 1995 et 2018. L'effet net représente la variation totale des émissions. Les effets par pays sont agrégés par groupe de revenu de la Banque mondiale, pondérés par le PIB enregistré par les pays en 2018.

une augmentation plus importante des émissions totales, principalement due à l'effet d'échelle, mais ont aussi bénéficié de l'amélioration des technologies. Les travaux de recherche donnent à penser que, même si les émissions seraient légèrement plus faibles en l'absence de commerce international, les avantages en termes de bien-être apportés par ce dernier dépassent largement les coûts environnementaux qui y sont associés.

Le chapitre E examine les conséquences de la fragmentation pour la durabilité environnementale en soulignant que des politiques environnementales fragmentées affaibliraient l'action climatique et accroîtraient les tensions commerciales. Des signes de tensions de ce type apparaissent déjà, comme en témoigne le nombre croissant de préoccupations commerciales liées à des mesures environnementales soulevées dans le cadre de comités de l'OMC (voir la figure 10).

Le chapitre E examine aussi les effets défavorables sur la durabilité environnementale d'un possible découplage de l'économie mondiale et note que des relations commerciales moins structurées empêcheraient la diffusion des technologies vertes à l'échelle mondiale. Cette dernière est essentielle pour apporter une réponse efficace aux changements climatiques, car de nombreuses économies manquent encore d'expertise dans ce domaine.

Le chapitre E se conclut par un plaidoyer en faveur de la remondialisation dans le contexte de la durabilité environnementale. L'un des arguments clés à ce sujet est que l'ouverture du commerce peut multiplier de

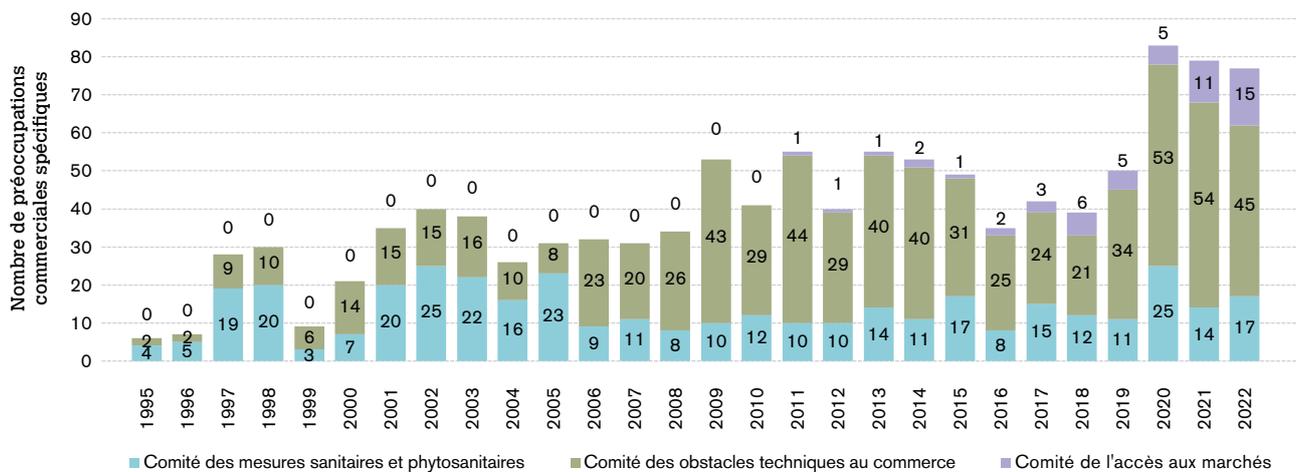
manière puissante les effets de politiques climatiques coordonnées au niveau international. Les travaux de recherche montrent que de telles politiques pourraient permettre d'obtenir grâce au commerce des gains environnementaux conséquents en incitant les économies à se spécialiser en fonction de leur avantage comparatif environnemental.

Alors que les gains économiques tirés du commerce sont le fait d'économies qui se spécialisent là où elles sont relativement performantes, les gains environnementaux tirés du commerce sont le fait de pays qui se spécialisent dans les domaines dans lesquels ils ont un bon bilan écologique. Étant donné qu'aucun prix n'est fixé pour les dommages environnementaux causés par les émissions de carbone dans l'équilibre du marché, les gains environnementaux tirés du commerce doivent être obtenus au moyen de politiques environnementales coordonnées au niveau international afin de faire en sorte que le commerce puisse contribuer le plus efficacement possible à la lutte contre les changements climatiques.

**Le chapitre F examine la nécessité d'intensifier le commerce et la coopération pour relever efficacement les défis les plus urgents de notre époque.**

Dans l'ensemble, les conclusions du rapport montrent clairement que dans le monde d'aujourd'hui, il faut davantage de commerce et davantage de coopération, et pas moins. Les principales questions auxquelles les responsables politiques sont confrontés dans le monde entier, qu'il s'agisse de la sécurité, de l'inclusion ou des changements climatiques, transcendent les États nations.

**Figure 10 : Des préoccupations ont été soulevées à l'OMC au sujet de certaines mesures environnementales**



Source : Établi par les auteurs à partir de la base de données de l'OMC sur les préoccupations commerciales (<https://tradeconcerns.wto.org/fr>).

Note : La base de données comprend les préoccupations commerciales soulevées au Comité de l'accès aux marchés, au Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) et au Comité des obstacles techniques au commerce (OTC). D'autres préoccupations commerciales examinées à l'OMC, notamment dans le cadre du Conseil du commerce des marchandises, n'y figurent pas. Les préoccupations liées à l'environnement sont identifiées au moyen d'une liste de mots clés relatifs à l'environnement.

Les pandémies, les conflits et les émissions de gaz à effet de serre ne s'arrêtent pas aux frontières. Les choix et les politiques au niveau national ont des répercussions bien plus importantes qu'auparavant.

Par conséquent, il n'est pas possible de trouver des solutions de manière unilatérale, indépendamment des actions des autres. La mondialisation et la coopération doivent faire partie de la réponse à apporter si le monde veut résoudre les crises auxquelles il fait face. Mais la mondialisation doit elle-même évoluer et s'accompagner de politiques appropriées dans les domaines connexes. L'évolution des technologies peut offrir de nouvelles possibilités pour étendre le commerce à un plus grand

nombre de personnes, de secteurs et d'économies, ce qui permettra de contribuer à répondre aux préoccupations environnementales, sociales et en matière de sécurité à l'échelle mondiale.

Pour tirer parti de ces avantages, il faut renforcer la coopération internationale, en matière de commerce mais aussi s'agissant d'un large éventail d'autres questions. Il est possible d'y parvenir au moyen de la «remondialisation», processus dans lequel une OMC réformée et redynamisée a un rôle central à jouer.